



ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2009

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

ÉTATS FINANCIERS

BILAN	A-2
RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS	A-3
FLUX DE TRÉSORERIE	A-4
NOTES COMPLÉMENTAIRES	A-5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

AUTRES PRODUITS	A-10
PRODUCTIONS DU 400 ^e	A-10
PROGRAMMATION ASSOCIÉE	A-11
COMMUNICATIONS	A-11
ADMINISTRATION	A-11

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SOCIÉTÉ DU 400^e ANNIVERSAIRE DE QUÉBEC

Nous avons vérifié le bilan de **Société du 400^e anniversaire de Québec** au 31 mars 2009, ainsi que les états des résultats et l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

La note 2 afférente aux états financiers traite des principales conventions comptables suivies par la Société dont la convention relative aux immobilisations. On y indique que les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice où elles sont acquises. À cet égard, les états financiers ne sont pas conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada étant donné que le coût moins la valeur résiduelle des immobilisations doit être amorti sur la durée de vie utile des immobilisations. Si les immobilisations avaient été comptabilisées de la façon décrite précédemment, la charge de l'exercice aurait été supérieure de 19 853 \$ (inférieure de 47 127 \$ en 2008), l'amortissement cumulé aurait été inférieur de 153 718 \$ (173 571 \$ en 2008) et le solde des actifs nets investis en immobilisations aurait été de 153 718 \$ (173 571 \$ en 2008).

À notre avis, à l'exception des effets de la convention pour l'amortissement indiqués au paragraphe précédent, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Cauchon Turcotte Thériault Laroche*¹

Comptables agréés

Québec, le 8 juin 2009 (le 3 septembre 2009 en ce qui a trait à la note 13)

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19444

BILAN

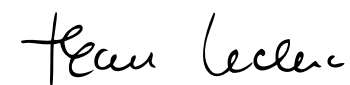
31 mars 2009

	2009	2008
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	183 682	9 831 680
Certificat de dépôt (3,32 %, échéant en juin 2009)	1 500 000	-
Débiteurs (note 3)	1 594 416	9 383 148
Dépôts sur réservation d'hôtels	-	73 695
Dépôts sur contrats à exécuter	-	3 384 844
Frais payés d'avance	2 208	632 712
	3 280 306	23 306 079
PASSIF ET ACTIFS NETS		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 5)	497 616	4 403 725
Apports reportés (note 6)	-	18 902 354
	497 616	23 306 079
Actifs nets	2 782 690	-
	3 280 306	23 306 079

Engagement contractuel (note 9)

Éventualités (note 13)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Jean Leclerc, administrateur



Mario Bédard, administrateur

RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

Exercice terminé le 31 mars 2009

	Budget 2009	Réel 2009	Budget global	Réel cumulatif
	\$	\$	\$	\$
RÉSULTATS				
PRODUITS				
Subventions - Gouvernement du Québec	17 000 000	16 500 000	40 000 000	39 500 000
Subventions - Gouvernement du Canada	18 850 000	18 360 000	40 000 000	37 410 000
Subventions - Ville de Québec	1 975 000	2 150 000	5 000 000	5 000 000
Championnat mondial de hockey 2008				
- Subventions - Gouvernement du Québec	-	-	325 000	325 000
- Subventions - Ville de Québec	-	-	1 100 000	1 100 000
- Subventions - Jeux mondiaux des policiers et pompiers	-	20 075	670 000	690 075
- Revenus de billetterie	-	2 218 565	7 593 000	7 570 049
Commandites	-	1 888 228	3 211 000	3 940 038
Autres produits (page A-10)	1 123 000	7 565 247	5 801 000	9 305 488
	38 948 000	48 702 115	103 700 000	104 840 650
Transfert des apports reportés	10 487 000	18 102 354	-	-
	49 435 000	66 804 469	103 700 000	104 840 650
CHARGES				
Productions du 400 ^e (page A-10)	25 738 000	41 231 426	54 620 000	54 716 296
Programmation associée (page A-11)	12 627 000	12 429 733	22 251 000	22 198 881
Communications (page A-11)	6 538 000	8 200 424	17 085 000	18 032 203
Administration (page A-11)	2 032 000	2 160 196	7 319 000	7 110 580
Contingence	2 500 000	-	2 425 000	-
	49 435 000	64 021 779	103 700 000	102 057 960
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	2 782 690	-	2 782 690
ACTIFS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	-	-	-	-
ACTIFS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	-	2 782 690	-	-

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars 2009

	2009	2008
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT*		
Excédent des produits sur les charges	2 782 690	-
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
- Débiteurs	7 788 732	(7 681 602)
- Dépôts sur réservation d'hôtels	73 695	(19 621)
- Dépôts sur contrats à exécuter	3 384 844	(3 384 844)
- Frais payés d'avance	630 504	(589 260)
- Crédoiteurs	(3 906 109)	3 601 433
- Apports reportés	(18 902 354)	10 649 821
	(8 147 998)	2 575 927
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'un certificat de dépôt	(1 500 000)	-
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE	(9 647 998)	2 575 927
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	9 831 680	7 255 753
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	183 682	9 831 680

* Les intérêts encaissés s'élevaient à 87 474 \$ (281 847 \$ en 2008).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2009

1- DESCRIPTION DE L'ORGANISME

La Société est constituée en organisme sans but lucratif en vertu de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Elle a eu pour mandat de promouvoir, d'assurer la mise en place, la réalisation et la réussite des célébrations entourant le 400^e anniversaire de la Ville de Québec et de coordonner l'ensemble des initiatives privées et publiques relatives à cet anniversaire.

À la date de notre rapport, selon les informations disponibles et les projections effectuées par la direction, le surplus accumulé estimatif lors de la liquidation éventuelle de la Société sera de l'ordre de 5 000 000 \$. Le calcul estimatif est le suivant :

Actifs nets au 31 mars 2009	2 782 690 \$
Subventions gouvernementales à venir selon les protocoles d'ententes (non reçues et non comptabilisées)	3 090 000
Charges d'opération estimatives pour la période du 1 ^{er} avril 2009 jusqu'à la date de liquidation	(872 690)
Surplus accumulé estimatif lors de la liquidation	5 000 000 \$

Lors de la liquidation, les organismes publics ayant subventionné la Société se partageront le surplus accumulé. Toutefois, les subventions du gouvernement du Canada et du Québec n'ayant pas été totalement reçues, les montants à leur remettre seront réduits des sommes non encaissées à la date de liquidation, tel que présenté dans le tableau suivant :

	Selon entente	Pourcentage	Surplus réparti	Subventions non reçues	Surplus net à partager
	\$	%	\$	\$	\$
Subventions					
- Gouvernement du Québec	40 000 000	47,06 %	2 353 000	500 000	1 853 000
- Gouvernement du Canada	40 000 000	47,06 %	2 353 000	2 590 000	(237 000)
- Ville de Québec	5 000 000	5,88 %	294 000	-	294 000
	85 000 000	100,00 %	5 000 000	3 090 000	1 910 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

2- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont classés sous l'une des catégories suivantes: actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente et autres passifs financiers. Ils sont subséquemment comptabilisés selon leur classification comme il est décrit ci-dessous. L'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et leurs caractéristiques déterminent leur classement.

Actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers classés comme actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de bilan, et toute variation de la juste valeur est présentée à l'état des résultats dans la période au cours de laquelle ces variations surviennent.

Prêts et créances, placements détenus jusqu'à leur échéance et autres passifs financiers

Les instruments financiers classés comme prêts et créances, les placements détenus jusqu'à leur échéance et les autres passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est inclus aux résultats sur la durée de vie prévue de l'instrument.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les titres de placement classés comme disponibles à la vente et qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif, le cas échéant, sont comptabilisés au coût. Lorsqu'il est nécessaire de refléter une dépréciation durable, la perte cumulée est comptabilisée aux résultats nets. Le produit d'intérêts calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif est inclus aux résultats sur la durée de vie prévue de l'instrument.

Classement

La Société a classé sa trésorerie et ses équivalents comme actifs ou passifs détenus à des fins de transaction tandis que les débiteurs sont classés comme prêts et créances. Les créditeurs sont classés comme autres passifs financiers.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui influent sur les montants paraissant dans les états financiers et les notes complémentaires. Bien que ces estimations reposent sur la meilleure connaissance que la direction puisse avoir des faits courants et des mesures que la Société peut prendre dans l'avenir, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Constatation des produits et des apports

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires et des placements à court terme dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois, à partir de la date d'acquisition, et qui sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur au marché.

Immobilisations

Les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice où elles sont acquises.

3- DÉBITEURS

	2009	2008
	\$	\$
Comptes à recevoir	116 804	6 181 734
Provision pour créances douteuses	(51 000)	-
	65 804	6 181 734
Commandites à recevoir	-	672 181
Subventions gouvernementales à recevoir	1 350 000	1 510 000
Intérêts courus à recevoir	90 588	-
Taxes à la consommation à recouvrer	88 024	984 137
Avances à des employés	-	32 976
Dépôts de garantie sur cartes d'accès	-	2 120
	1 594 416	9 383 148

4- EMPRUNT BANCAIRE

La marge de crédit, d'un montant autorisé de 150 000\$, est garantie par les subventions gouvernementales à recevoir. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel majoré de 1,5%. Cet emprunt vient à échéance en décembre 2010. Au 31 mars 2009, la marge de crédit n'est pas utilisée.

5- CRÉDITEURS

	2009	2008
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	456 118	4 160 631
Salaires et charges sociales à payer	27 400	172 155
Vacances à payer	14 098	70 939
	497 616	4 403 725

NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

6- APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentaient des ressources non dépensées au cours d'un exercice et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés ont été les suivantes :

	2009	2008
	\$	\$
Subventions		
Solde au début de l'exercice	11 568 147	7 343 124
Subventions de l'exercice :		
– Gouvernement du Québec	16 500 000	14 600 000
– Gouvernement du Canada	18 360 000	11 500 000
– Ville de Québec	1 350 000	1 750 000
– Championnat mondial de hockey 2008		
– Gouvernement du Québec	-	325 000
– Ville de Québec	-	1 100 000
– Jeux mondiaux des policiers et pompiers	20 075	670 000
	47 798 222	37 288 124
Montant constaté à titre de produits de l'exercice	(47 798 222)	(25 719 977)
Solde à la fin de l'exercice	-	11 568 147
Commandites et autres revenus		
Solde au début de l'exercice	7 334 207	909 409
Commandites de l'exercice	1 888 228	1 584 868
Revenus de billetterie - Championnat mondial de hockey 2008	2 218 565	4 839 930
	11 441 000	7 334 207
Montant constaté à titre de produits de l'exercice	(11 441 000)	-
Solde à la fin de l'exercice	-	7 334 207
	-	18 902 354

7- GESTION DU CAPITAL

Dans la gestion de son capital, la Société avait pour objectif de :

- Préserver ses actifs ;
- Préserver sa capacité de poursuivre et d'achever la mise en place, la réalisation et la réussite des célébrations entourant le 400^e anniversaire de la Ville de Québec.

La Société a atteint ces objectifs par une gestion prudente du capital dégagé par l'octroi de subventions, et en optimisant l'utilisation de capitaux à faible coût, elle n'est pas soumise à des exigences en matière de capital imposées par des tiers.

La Société définit son capital comme étant ses actifs nets.

8- INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit imputable à ses débiteurs. La Société considère que le risque de crédit est minime étant donné que ses produits proviennent principalement d'organismes gouvernementaux.

9- ENGAGEMENT CONTRACTUEL

La Société est locataire de locaux administratifs en vertu d'un bail venant à échéance le 31 décembre 2009. Les loyers minimaux futurs, excluant les clauses escalatoires d'impôts fonciers et autres, totalisent 49 998 \$.

10- RÉSULTATS COMPARATIFS

Les résultats de l'exercice précédent ne sont pas présentés car les avantages, eu égard à la nature des activités de la Société, ne sont pas significatifs. Les données financières comparatives présentées à l'état des résultats et aux renseignements complémentaires comprennent le budget courant, le budget global de financement et le solde cumulatif des produits et charges depuis le 1^{er} avril 2005. Étant donné que la Société avait comme objectif ultime de réaliser les célébrations entourant le 400^e anniversaire de la Ville de Québec et que le financement global était établi depuis le 1^{er} avril 2005, et ce, jusqu'aux fêtes du 400^e, la direction de la Société considère qu'il est pertinent de comparer les résultats de l'exercice courant avec le budget de l'exercice et le solde cumulatif des produits et charges (depuis le 1^{er} avril 2005) avec le budget global de financement.

Depuis la création de la Société en décembre 1999 jusqu'en mars 2005, la Société était à pied d'oeuvre pour la mise en place de la structure actuelle. Les frais totaux encourus pour cette période sont de 4 157 432 \$ et sont principalement composés de salaires et charges sociales et d'honoraires professionnels financés majoritairement par le gouvernement du Québec pour un montant de 3 300 000 \$ et par la Ville de Québec pour un montant de 826 000 \$.

11- DONNÉES BUDGÉTAIRES

Les données budgétaires apparaissant à l'état des résultats et aux renseignements complémentaires sont fournies à titre d'information seulement. Le budget global fut approuvé lors du conseil d'administration du 25 février 2009 alors que le budget pour 2008-2009 fut approuvé lors du conseil d'administration du 19 mars 2008.

12- BIENS ET SERVICES REÇUS À TITRE GRATUIT

Les biens et services reçus à titre gratuit représentent, entre autres, des prêts de personnel par le Gouvernement du Québec, par le Gouvernement du Canada et par la Ville de Québec, ainsi que divers produits et services de fournisseurs et partenaires majeurs de la Société. Des charges correspondantes ont été comptabilisées aux résultats de l'exercice.

13- ÉVENTUALITÉS

Au 3 septembre 2009, la Société a un certain nombre de litiges potentiels relativement à deux poursuites et des mises en demeure, lesquels devraient être pris en charge par les assureurs de la Société. S'il y a obligation d'acquiescer une réclamation, il n'est pas possible d'en préciser le montant. Si une telle réclamation devait être assumée, la perte qui en résulterait serait comptabilisée dans les résultats de l'exercice alors en cours.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 mars 2009

	Budget 2009	Réel 2009	Budget global	Réel cumulatif
	\$	\$	\$	\$
AUTRES PRODUITS				
Biens et services reçus à titre gratuit (note 12)	-	2 131 353	1 943 000	3 170 101
Vente de produits dérivés	-	798 032	432 000	890 493
Revenus de billetterie	-	1 720 678	705 000	1 720 678
Ventes d'alcool, breuvages et nourriture	-	1 244 069	1 374 000	1 244 069
Revenus de loyer	-	196 027	202 000	208 627
Revenus d'intérêts	-	178 062	400 000	524 294
Autres	1 123 000	1 297 026	745 000	1 547 226
	1 123 000	7 565 247	5 801 000	9 305 488
PRODUCTIONS DU 400°				
Productions du 400°				
Frais de personnel	872 000	1 331 405	4 794 000	4 811 522
Frais de logistique	168 000	165 743	155 000	165 965
Frais de location	812 000	2 638 601	2 768 000	2 845 529
Frais de réalisation	11 851 000	24 302 196	28 097 000	28 014 855
Frais d'aménagement des lieux	200 000	403 872	565 000	420 495
Frais administratifs	131 000	236 549	178 000	299 532
Frais de publicité, conception et conférences	24 000	39 890	51 000	57 142
Frais de droits et permis	-	109 340	127 000	127 569
Biens et services commandités	-	107 521	40 000	125 702
	14 058 000	29 335 117	36 775 000	36 868 311
Espace 400°				
Frais de personnel	2 570 000	2 416 106	4 524 000	4 889 546
Frais de logistique	380 000	163 705	286 000	166 385
Frais de location	1 293 000	1 059 603	1 026 000	1 088 333
Frais de réalisation	6 600 000	7 184 910	10 841 000	10 507 377
Frais d'aménagement des lieux	445 000	530 303	678 000	552 849
Frais administratifs	157 000	187 665	148 000	226 301
Frais de publicité, conception et conférences	1 000	47 568	17 000	67 790
Frais de droits et permis	234 000	80 415	82 000	82 290
Acquisition d'immobilisations	-	23 964	-	23 964
Biens et services commandités	-	202 070	243 000	243 150
	11 680 000	11 896 309	17 845 000	17 847 985
	25 738 000	41 231 426	54 620 000	54 716 296

	Budget 2009	Réel 2009	Budget global	Réel cumulatif
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMMATION ASSOCIÉE				
Frais de personnel	701 000	1 639 090	2 224 000	2 758 151
Frais de logistique	200 000	1 930 794	3 000	1 939 694
Frais de location	770 000	1 698 801	1 935 000	1 707 444
Frais de réalisation	4 531 000	305 686	2 990 000	305 686
Frais d'aménagement des lieux	249 000	340 400	321 000	343 997
Frais administratifs	86 000	1 420 285	1 510 000	2 480 647
Contributions à des projets en partenariat avec des organismes	5 329 000	4 350 266	11 720 000	11 583 230
Frais de publicité, conception et conférences	761 000	696 053	1 444 000	975 699
Frais de droits et permis	-	260	-	260
Biens et services commandités	-	48 098	104 000	104 073
	12 627 000	12 429 733	22 251 000	22 198 881
COMMUNICATIONS				
Frais de personnel	1 492 000	1 504 514	4 836 000	4 841 224
Frais de logistique	164 000	21 816	15 000	24 748
Frais de location	406 000	108 739	225 000	233 607
Frais de réalisation	79 000	194 373	235 000	273 147
Frais d'aménagement des lieux	190 000	73 598	56 000	90 061
Frais administratifs	315 000	263 031	547 000	615 395
Contributions à des projets en partenariat avec des organismes	514 000	-	520 000	44 530
Frais de publicité, conception et conférences	2 964 000	4 408 623	9 213 000	9 837 562
Frais de droits et permis	-	1 620	2 000	2 521
Produits destinés à la revente	414 000	-	350 000	-
Mauvaises créances	-	51 000	-	51 000
Biens et services commandités	-	1 573 110	1 086 000	2 018 408
	6 538 000	8 200 424	17 085 000	18 032 203
ADMINISTRATION				
Frais de personnel	1 399 000	1 233 160	4 678 000	4 464 900
Frais de logistique	-	1 967	-	1 967
Frais de réalisation	-	850	7 000	9 158
Frais d'aménagement des lieux	-	42 755	55 000	54 920
Frais de location	-	34 139	34 000	34 223
Frais administratifs	573 000	593 432	1 926 000	1 899 359
Frais de publicité, conception et conférences	-	585	-	1 118
Frais de droits et permis	-	194	-	194
Acquisition d'immobilisations	60 000	52 560	257 000	331 783
Biens et services commandités	-	200 554	362 000	312 958
	2 032 000	2 160 196	7 319 000	7 110 580